

Instruments de protection des droits des femmes ratifiés par la Guinée:

- **CEDAW**: ratifiée en 1982
- **Protocole à la CEDAW**: non signé
- **Protocole de Maputo**: signé en 2003

Ratifier ! La Guinée a ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) mais n'a toujours pas ratifié son Protocole facultatif. Si le Protocole à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique (Protocole de Maputo) a été signé en 2003 et ratifié par l'Assemblée nationale, les instruments de ratification n'ont toujours pas été déposés et demeurent au niveau du ministère des Affaires étrangères.

Respecter ! La Coalition de la campagne est particulièrement préoccupée par: la persistance de dispositions législatives discriminatoires; les pratiques traditionnelles néfastes, telles que les mariages précoces et forcés et les mutilations génitales féminines; les violences à l'égard des femmes perpétrées en toute impunité; l'accès limité des femmes à l'éducation, à la santé, au marché du travail, aux postes de décision et à la justice.

/ Quelques avancées...

La nomination par décret de 168 femmes au sein de l'administration en 2008, suite à un intense travail de plaidoyer des organisations de la société civile.

/ Mais les discriminations et les violences persistent

DANS LA LOI

En Guinée, si le droit écrit est le seul qui soit reconnu officiellement, l'utilisation dans certaines régions du droit coutumier du droit religieux crée une confusion qui nuit au respect des droits des femmes bien que le droit écrit soit officiellement le seul reconnu. Les projets de Code des personnes et de la famille, et de Code de l'enfant et la révision du Code civil en cours de préparation ou d'examen depuis plusieurs années, n'ont toujours pas été adoptés. Les textes en vigueur, en particulier le Code civil, contiennent de nombreuses dispositions discriminatoires, notamment:

- **Age légal du mariage** (art. 280): il est de 17 ans pour les femmes et 18 pour les hommes, le procureur de la République pouvant accorder des dispenses d'âge sous certaines conditions.
- **Autorité familiale** (art. 324): "le mari est le chef de famille". De ce fait, le choix de la résidence lui appartient (art. 247 et 331) et il peut s'opposer à ce que son épouse exerce la profession de son choix (art. 328). En cas de divorce, la femme ne pourra obtenir la garde des enfants que jusqu'à l'âge de 7 ans (art. 359).
- **Adultère**: est considéré comme un motif de divorce s'il est commis par l'épouse.

Pour le mari, il ne sera considéré comme motif de divorce que si l'époux a "entre-tenu sa concubine au domicile conjugal" (art. 341 et 342).

DANS LA PRATIQUE

• Discriminations dans la famille

Les mariages précoces et forcés demeurent répandus dans la plupart des groupes ethniques et religieux du pays, favorisés par la pression sociale et économique. En 2005, les Nations unies estimaient que 46% des filles entre 15 et 19 ans étaient mariées, divorcées ou veuves. Concernant la polygamie, si elle est explicitement interdite par le Code civil (art. 315), il est cependant estimé qu'environ la moitié des femmes guinéennes sont concernées.

• Violences

La violence domestique, tout comme le viol, constituent des infractions d'après le Code pénal mais dans la pratique, l'impunité généralisée limite considérablement la dénonciation de ces violences. Seuls 8 cas de viols ont été déclarés à la police en 2008. Le viol conjugal n'est pas criminalisé.

Le 28 septembre 2009 et les jours qui ont suivis, *"au moins 109 femmes ont été victimes de viol et de violences sexuelles, y compris de mutilations sexuelles et d'esclavage sexuel"* selon la Commission internationale de l'ONU qui a enquêté sur le massacre qui s'est déroulé au stade de Conakry lors d'un rassemblement des forces de l'opposition. Aucun des auteurs et des principaux responsables identifiés par la Commission d'enquête comme étant de hauts dignitaires de la junte n'a fait jusqu'à présent l'objet de poursuites.

La Guinée est aussi un pays de départ, de transit et de destination pour les femmes et les enfants victimes de la traite à des fins de travail forcé et d'exploitation sexuelle à destination notamment de la Côte d'Ivoire, du Bénin, du Sénégal, du Nigeria, de l'Afrique du Sud, de l'Espagne et de la Grèce. Bien que la loi guinéenne interdise le travail forcé et l'exploitation des personnes vulnérables, aucune mesure appropriée n'a été prise par le gouvernement pour lutter contre les causes et l'ampleur de la traite.

L'excision est illégale depuis 2000 mais particulièrement ancrée dans les pratiques traditionnelles, elle reste pratiquée dans toutes les régions, quelque soit leur niveau de développement socioéconomique. Les auteurs de mutilations génitales féminines (MGF) ne sont jamais sanctionnés. En 2005, il a été estimé que 96 % des femmes et des jeunes filles ont subi une forme de MGF.

• Obstacles à l'accès à l'emploi et sous représentation dans la vie publique et politique

Bien que l'enseignement soit gratuit, la scolarisation de la population guinéenne en général, et celle des filles en particulier, demeure faible. Le taux d'analphabétisme des femmes et des filles est très élevé tout comme le taux d'abandon scolaire, notamment en raison des mariages ou grossesses précoces ainsi que du fait de la traite domestique. Le taux de scolarisation des filles en Guinée est de 69% dans le primaire et de 20% dans le secondaire (2003-2008).

La Coalition de la campagne demande aux autorités de Guinée-Conakry de :

- **Abroger ou réformer toutes les lois discriminatoires, en conformité avec la CEDAW**, notamment les dispositions du Code civil et procéder, au plus vite, à l'adoption de nouvelles lois non-discriminatoires dans le domaine de la famille.
- **Harmoniser les droits écrit, coutumier et religieux**, en conformité avec la CEDAW, et assurer qu'en cas de conflit juridique le droit écrit prévaut.
- **Renforcer les lois et politiques pour lutter contre les violences à l'égard des femmes**, et notamment : amender le Code pénal pour étendre les dispositions concernant le viol au viol conjugal ; allouer des moyens financiers supplémentaires destinés à la lutte contre les violences domestiques ; adopter une loi réprimant la traite des femmes.
- **Traduire sans délai devant la justice les auteurs et responsables des crimes perpétrés le 28 septembre 2009 et les jours suivants**, notamment les responsables de viols et autres crimes sexuels. En cas d'impossibilité pour la justice guinéenne de poursuivre ces responsables, faciliter selon le principe de complémentarité, la saisine de la Cour Pénale Internationale (CPI) concernant ces crimes.
- **Prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir l'indépendance de la justice.**
- **Éliminer les obstacles à l'éducation des filles et des femmes**, notamment en : assurant aux filles un accès égal à tous les niveaux d'éducation, leur maintien dans le système éducatif ; et des programmes de sensibilisation ; mettant en place des cours pour adultes destinés à réduire le fort taux d'analphabétisme féminin.
- **Favoriser l'accès à l'emploi pour les femmes et leur participation dans les sphères publiques et politiques**, notamment : prendre des mesures spéciales temporaires, telles que des systèmes de quotas ; prendre des mesures pour mettre un terme aux discriminations à l'égard des femmes en matière d'emploi, conformément à l'article 18 de la Constitution.
- **Prendre des mesures destinées à assurer à toutes les femmes un accès à des soins de santé**, y compris des services de soins obstétricaux et de planification familiale.
- **Prendre les mesures nécessaires afin d'assurer l'accès des femmes à la justice et lutter contre l'impunité**, notamment : mettre en place de campagnes de sensibilisation et de formation pour améliorer le niveau d'information des femmes sur leurs droits, ainsi que du personnel judiciaire, de police et de santé ; adopter une loi permettant aux organisations de défense des droits des femmes et de défense des droits humains de déposer plainte au nom des victimes et de se porter partie civile.
- **Réformer ou éliminer les pratiques culturelles et les stéréotypes qui discriminent les femmes**, à travers des programmes de vulgarisation des textes de loi et de sensibilisation à destination des hommes et des femmes, y compris les responsables gouvernementaux, les chefs religieux, les dirigeants communautaires et traditionnels.
- **Ratifier le Protocole facultatif à la CEDAW et achever le processus de ratification du Protocole de Maputo.**
- **Mettre en œuvre de toutes les recommandations émises par le Comité de la CEDAW** en août 2007.

• **Obstacles à l'accès au travail et sous-représentation dans la vie publique et politique**

En violation de l'article 18 de la Constitution guinéenne, l'accès des femmes à l'emploi n'est pas égal à celui des hommes, si bien qu'elles sont sur-représentées dans le secteur informel qui ne fournit aucune protection sociale. Elles sont sous-représentées dans la vie publique et politique et aux postes de décision, notamment à l'Assemblée nationale (19 femmes sur 114 députés), dans le service diplomatique et les organes locaux.

• **Obstacles à l'accès à la santé**

Les femmes guinéennes, particulièrement dans les campagnes, peinent à accéder aux services de santé adéquats, en particulier de soins obstétricaux et de planification familiale. Le taux de mortalité maternelle est l'un des plus élevés d'Afrique subsaharienne: (980 pour 100 000 naissances en 2006).

• **Obstacles à l'accès à la justice**

L'accès à la justice est quasiment impossible notamment en raison du manque d'information sur les droits et les lois qui protègent les femmes, du fort taux d'analphabétisme chez les femmes, des coûts des procédures trop élevés... Le manque de formation des personnels de police et de justice entrave l'aboutissement des plaintes et dissuadent les victimes de recourir à la justice pour faire valoir leurs droits.

PRINCIPALES SOURCES

- Points focaux : OGDH, CONAG-DCF
- Recommandations du Comité CEDAW, août 2007
- ONU, Rapport de la Commission d'enquête internationale chargée d'établir les faits et les circonstances des événements du 28 septembre 2009 en Guinée, 2009
- UNICEF, www.unicef.org
- OIF, www.genre.francophonie.org

Pour plus d'informations sur la situation des droits des femmes en Guinée et les actions de la campagne, voir: www.africa4womensrights.org

LES POINTS FOCaux DE LA CAMPAGNE EN GUINÉE

Organisation guinéenne pour la défense des droits de l'Homme (OGDH)

L'OGDH a été créée en 1990 pour promouvoir et défendre les droits humains, via l'organisation de formations et de séminaires sur les droits de l'Homme et des rapports sur la situation des droits de l'Homme en Guinée.

Coalition nationale de Guinée pour les droits de la Citoyenneté des femmes (CONAG-DCF)

La CONAG-DCF est un regroupement de huit organisations de défense du droit des femmes en Guinée-Conakry. Elle mène des actions de terrain et de plaidoyer aux niveaux national et international.